

MOHAMMED SAMMAK

Secrétaire général du Comité national pour le dialogue islamo-chrétien

Pierre Morel, directeur de l'Observatoire Pharos du pluralisme des cultures et des religions

Merci Monsieur le Sénateur. Nous partons des Balkans et des bords de la mer Noire pour aller vers les bords orientaux de la Méditerranée vers la terre du Liban, terre de dialogue par excellence. Et je me tourne vers Monsieur Sammak qui a été depuis des décennies un homme de dialogue dans le monde libanais, secrétaire général du Comité national pour le dialogue islamo-chrétien, et bien d'autres instances libanaises, pour nous parler de cette expérience du dialogue entre les religions entre le Proche et le Moyen-Orient.

Mohammed Sammak, secrétaire général du Comité national pour le dialogue islamo-chrétien

Le philosophe français André Malraux a été le premier à déclarer ouvertement et sans ambages à la fin des années 60 que « Le 21^e siècle sera spirituel ou ne sera pas. »

Il y a quelques mois, le professeur Krieg Calhoun, directeur des Études sociales à l'université de New York, a déclaré lors d'une conférence au Centre d'études religieuses de Bagdad, en Irak, que la religion est toujours capable de faire peur aux penseurs athéistes qui ont cru que « la religion allait décliner avec l'essor des lumières et de la modernité ». La religion n'est pas une affaire privée, ni une chose irrationnelle ainsi que l'a dit Habermas (1929) dans les années 20.

Pendant longtemps, le débat était de savoir s'il fallait chercher la perfection dans la vie ou après la mort. Les Lumières et la révolution scientifique ont rendu possible le fait de penser au monde matériel sans référer à un quelconque pouvoir supérieur. Les optimistes des Lumières et du 19^e siècle en sont venus à penser qu'un jour la majorité de l'humanité vivrait une longue et heureuse vie ici sur Terre. Ils fourmillaient d'idées sur la façon de transformer le monde pour le rendre meilleur. Certains pensaient que Dieu apporterait la Nouvelle Jérusalem ; d'autres regardaient du côté de l'histoire ou de l'évolution. Certains pensaient que les hommes s'amélioreraient s'ils étaient livrés à eux-mêmes, d'autres qu'on devait les forcer à être libres, certains croyaient en la nation, d'autres en la fin de toutes les nations ; certains cherchaient le langage parfait, d'autres l'éducation universelle, certains plaçaient leurs espoirs dans la science, d'autres dans le commerce, certains croyaient en la sagesse de la loi, d'autres en l'anarchie.

La modernité implique tout un éventail de pensées et de courants, y compris une grande variété de théismes et d'athéismes. La théocratie n'est pas monolithique. Les sociétés peuvent être brutalement théocratiques de l'une ou de l'autre façon suivante, ou des deux.

Parfois les leaders mondiaux se servent du symbolisme religieux pour asseoir leur autorité, impressionner leurs sujets ou légitimer la guerre. Ou alors, le pouvoir clérical « pur » peut user de ses prérogatives (par des sacrements comme le baptême ou le mariage ou l'absolution) pour avoir une autorité sur tous les autres, y compris les plus hauts dirigeants de ce monde. Aucune sorte de pouvoir théocratique ne peut garantir que ses sujets sont profondément religieux dans leur conscience individuelle ; en fait, c'est très souvent l'inverse (Charles Taylor, *A Secular Age*, Belknap press).

Pour la plupart des gens, la question n'était pas de savoir si le progrès pouvait advenir, mais comment. De nos jours, dans le monde islamique, c'est bien là la question principale.

Dans son livre *La Laïcité face à l'Islam*, le chercheur français Olivier Roy admet que « le problème n'est pas tant l'islam que le religieux, plus exactement les formes contemporaines du retour du religieux » (Hachette Littérature). Depuis environ 25 ans, la notion que la religion est un problème purement privé a été mise à mal par une nouvelle sorte de croyants charismatiques (souvent de fraîche date) chrétiens, juifs, musulmans et autres. Ces nouveaux

croissants sont souvent individualistes, rejetant la conformité avec soit la théologie orthodoxe soit l'institution religieuse. L'État européen laïc, où le principal courant religieux est en déclin, n'est pas du tout à l'aise avec cette nouvelle religiosité affirmée et non-conventionnelle. Mais l'islam est traité comme un cas à part, en partie à cause de sa frange terroriste (*Economist*, August 11th 2007).

En principe, la doctrine islamiste ne se réfère pas aux deux systèmes que sont le clergé et l'appareil politique. L'islam se concentre plutôt sur d'autres principes :

- a- La dignité humaine : en tant que don de Dieu à tous les êtres humains, quels que soient leur religion, ethnicité, croyance ou non-croyance.
- b- Les différences humaines, comme manifestation de la volonté divine et de la grandeur de sa création.
- c- Les êtres humains viennent avant toute autre création, même avant les anges, car ils sont les vicaires de Dieu en charge de préserver l'humanité et de développer la terre.

Le premier État de l'islam, l'État de Médine, établi par le prophète Mahomet lui-même, était un État national. La constitution de Médine (qui se rapproche d'une constitution écrite) dit que les musulmans, juifs, chrétiens et non-croyants de Médine sont une seule et même nation.

Tous les savants musulmans s'entendent sur le fait que la gouvernance est un but et une responsabilité humaine. C'est-à-dire qu'elle ne relève pas de Dieu. C'est pourquoi elle appartient aux branches et pas aux origines de la doctrine, et en voici plusieurs preuves :

1 – Il y a à ce jour environ 1,6 milliard de musulmans ; 1/5 d'entre eux vivent dans des pays et sociétés non-musulmans. C'est-à-dire qu'ils ne sont pas soumis à la loi islamique ou à la Sharia. Mais cela ne signifie pas qu'ils ne sont pas musulmans.

2 – L'Organisation de la coopération islamique (OCI) comprend plus de 52 États-membre; mais ces États – de l'Indonésie au Maroc – ne suivent pas un système politique unique. Il y a des démocraties, des autocraties, des royaumes, des républiques, des États militaires, etc. Tous ensemble revendiquent le fait d'être des États musulmans et leurs peuples sont également musulmans.

3 –Le concept d'état religieux n'existe pas dans la doctrine islamique. Les dirigeants islamiques, depuis les premiers temps de cette religion (Abu-baker, Omar, Othman et Ali), demandaient tous à leur peuple de les corriger quand ils faisaient des erreurs et se trompaient. Et ils ont été corrigés plusieurs fois ouvertement, et ce même par des citoyens ordinaires. Trois des quatre Khalifes historiques ont été assassinés. Les dirigeants des États religieux prétendent recevoir l'autorité de Dieu, c'est-à-dire qu'ils ont toujours raison et personne n'a le droit ou le pouvoir, ni même le courage, de les corriger.

4 –Il n'y a pas de système politique qui soit défini comme islamique. Il existe des principes généraux dans l'Islam comme la Choura, ou consultation, et la représentation (élections) qui ouvrent la voie à de nombreuses façons de mettre en œuvre des lois.

5- La Sharia est souvent mal comprise et considérée comme un code pénal; c'est la colonne vertébrale d'un système social qui respecte la liberté et la dignité humaine.

A la fin du 19^{ème} siècle l'imam Muhammad Abdo a dit: « L'islam n'a jamais donné (après Dieu et son prophète) aucune autorité à un musulman sur les croyances d'un autre musulman ou de qui que ce soit. Le prophète – a-t-il dit – était simplement là pour informer et rappeler. Il n'a jamais essayé de dominer ou de gouverner. »

l'Imam Abdo a aussi déclaré « Aucun musulman, quelle que soit son importance, n'a de droit sur un autre musulman, aussi humble soit-il, sinon le droit de conseiller. »

Personne n'a aucun droit de vérifier la croyance de l'autre ou de tenter de découvrir ses fautes.

Ces déclarations, fondées sur la doctrine islamique, lui ont ouvert les portes de sa nomination comme premier Mufti d'Égypte en 1899.

Plus tard, la même année, Al-Azhar a publié trois documents principaux qui

- a) appellent à l'établissement d'un État National, moderne, démocratique et constitutionnel, sur la base d'une constitution qui répond aux aspirations de la nation. Une constitution qui sépare les autorités de l'État et ses institutions légales gouvernantes, qui pose le cadre de gouvernance et garantit les droits et devoirs de tous les citoyens de façon équitable. Ce qui signifie que l'autorité législative repose entre les mains de députés choisis par le peuple.
- b) adoptent le régime démocratique, fondé sur des élections libres et directes pour garantir la diversité et la rotation du pouvoir.
- c) respectent les libertés fondamentales de pensées et d'opinions.
- d) confirment le principe de diversité et de respect de toutes les religions monothéistes (judaïsme, christianisme et islam).
- e) considèrent l'égalité citoyenneté comme le droit de tous les membres de la communauté égyptienne.
- f) respectent les règles éthiques de la diversité et du dialogue.
- g) considèrent **les conflits sectaires et le racisme comme des crimes contre la nation.**

Le document affirme également que l'islam n'appelle pas à l'établissement d'un État religieux.

Ce principe a également été affirmé ultérieurement par une conférence de savants musulmans qui s'est tenue à Amman en Jordanie, où ils ont déclaré que « un État civil n'est pas contradictoire avec l'islam », mais qu'au contraire « cela s'accorde bien avec les enseignements de l'islam ».

Les extrémistes disent autre chose. Ils ont une présence très visible mais superficielle. Ils ont des voix fortes, mais fausses. On les écoute, simplement parce qu'ils sont discordants par rapport à l'orchestre.

Le progrès repose sur l'essai et l'erreur. Quelqu'un doit avoir le courage de risquer l'erreur. Dans notre cas, les extrémistes jouent à présent ce rôle. Ils nous ont déjà offert de nombreuses erreurs et c'est maintenant à nous qu'il incombe d'utiliser ces erreurs comme facteur de progrès.

Au Moyen-Orient nous, chrétiens et musulmans, avons à présent une vision claire de notre situation, qui ressemble au tableau de Géricault, le Radeau de la Méduse. Nous sommes sur une épave. Elle ne va pas sombrer, mais nous avons le choix de coopérer les uns avec les autres pour utiliser les maigres ressources de ce radeau en ruine ou de tomber dans le cannibalisme. Nous ne pouvons plus suivre la règle profane de la politique qui dit « l'espoir de l'un est la peur de l'autre ». Nous devons apprendre et agir en accord avec une règle sacrée qui dit « le rêve d'une communauté religieuse n'est pas nécessairement le cauchemar d'une autre communauté ». Pour le mettre en œuvre,

nous appelons à la construction d'États civils où tous les citoyens de différentes religions, confessions, cultures et ethnicités soient égaux et aient les mêmes responsabilités.

Isaac Newton a dit « Si j'ai vu plus loin, c'est en me tenant sur les épaules d'innombrables humains ordinaires, et même de pygmées ». Au Moyen-Orient, nous pouvons voir plus loin en nous tenant sur des montagnes de mauvais calculs et de déceptions accumulés. Nous pouvons voir que le secret d'une société prospère tient dans le fait que les citoyens minoritaires puissent sentir qu'ils sont plus qu'une chose à la fois. Ce n'est pas que les sociétés multiethniques sont impossibles, c'est simplement qu'elles sont souvent très fragiles. Les divisions de race, de langue, de classe, de religion peuvent être tolérées et même appréciées, elles ajoutent à la richesse et aux possibilités de la vie. Mais elles rendent également la société plus fissible, en particulier quand les divisions s'alignent toutes de la même façon et qu'un groupe peut être distingué d'un autre sur le plan racial, religieux et économique. Les sociétés qui connaissent ce genre de divisions internes supportent mal les chocs extérieurs. A moins que nous ne donnions aux citoyens de diverses appartenances religieuses un sentiment d'appartenance, à moins que nous ne leur donnions l'impression que leur identité et leur héritage sont des fils précieux dans la tapisserie de la société du Moyen-Orient, l'existence d'une vraie communauté est impossible.

Nous avons appris, et apprenons toujours à nous opposer à une définition de la diversité comme substitut du voisinage et de la communauté. La diversité sans esprit de communauté conduit au tribalisme. La communauté sans esprit de diversité conduit à l'aliénation de toutes les minorités.

Dans les sociétés pluralistes, il faut renoncer soit à la notion de diversité soit à l'objectif d'intégration. Après tout, la sécurité et la prospérité existent dans les sociétés du Moyen-Orient. Mais la diversité ne peut survivre sans liberté : les fanatiques et extrémistes sont contre la liberté. Pas l'islam. En fait, il n'est pas de religion sans liberté et il ne peut donc pas y avoir d'islam sans liberté.

Pierre Morel, directeur de l'Observatoire Pharos du pluralisme des cultures et des religions

Thank you very much Mr Sammak, starting from your words about the Middle East without its Christians it would not be the Middle East and finishing again on this very important message.